

3337  
Après  
la journée  
revendicative  
du 29 Janvier

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

Cinquante-sixième année. — N° 383

JEUDI 11 FÉVRIER 1954

Le numéro : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

REDACTION-ADMINISTRATION :  
145, quai de Valmy, Paris (10°)

G.C.P. R. JOULIN — PARIS 5561-76

ABONNEMENTS  
FRANCE-COLONIES : 1 AN : 1.000 fr.  
6 MOIS : 500 fr.  
AUTRES PAYS : 1 AN : 1.250 fr.  
6 MOIS : 625 fr.  
Pour tout changement d'adresse joindre  
30 francs et la dernière bande

## VERS LA GRÈVE GÉNÉRALE

La journée revendicative du 29 janvier, a été un échec, prétendent les adversaires de la classe ouvrière ou ceux qui ne vivent pas intensément ses luttes et ne peuvent apprécier justement l'importance et la signification de ses réactions. Pourtant, le ton modéré des communiqués de victoire de la grande presse, même de l'Aurore, indique que la réaction a senti que cette journée du 29 était autre chose qu'une série de manifestations ou de débrayages limités.

Pour nous, la journée du 29 doit être considérée comme un succès — nous ne disons pas une victoire — et voici pourquoi :

1° Elle a manifesté le désir profond d'une réaction dans l'unité de la classe ouvrière. Ceci explique la décision du Bureau Confédéral C.G.T. de participer à la journée du 29 décidée par la C.F.T.C. et F.O. Les autres centrales cherchaient à canaliser la volonté d'action des travailleurs, la C.G.T. recherchait le même but et ne pouvait s'isoler, mais elle reconnaissait par là le courant unitaire profond qui anime aujourd'hui la classe ouvrière ;

2° Cette journée a été une réussite limitée, les mots d'ordre des centrales ont été suivis, parfois dépassés, dans la mesure où justement toutes les organisations s'étaient unies (avec bien des arrière-pensées et des regrets), sur une revendication que la classe ouvrière tient à cœur : le minimum garanti.

A chaque fois qu'une centrale seule lance un mot d'ordre de grève, la classe ouvrière ne répond pas. L'exemple des grèves lancées par la C.G.T. seule, et l'exemple de la grève des tramways du 15 octobre dernier, lancée par F.O., en sont des démonstrations claires. Tout au contraire, lorsque les divers syndicats sont contraints, sous la pression de la base, d'agir dans l'unité, la grève entraîne l'ensemble des travailleurs : au cours de cette même grève des tramways du 15 octobre, à Rouen, où fut réalisée l'unité d'action, la grève fut suivie.

Il est certain que le 29 janvier, si les Centrales Syndicales avaient refusé de se rallier aux mêmes mots d'ordre essentiels, les travailleurs seraient restés sourds à tout appel à l'action d'une seule Centrale. Le fait que les Centrales aient été pratiquement d'accord a donné confiance aux tra-

vailleurs malgré la faiblesse des moyens préconisés. Quand une seule organisation lance un mouvement, les travailleurs ont tendance à suspecter des raisons politiques sous les mots d'ordre d'action ;

3° Que la classe ouvrière ait marché, malgré justement des méthodes dérisoires comme les manifestations ou les débrayages limités, montre que la situation de classe prend des contours plus nets ; que la classe ouvrière est résolue à lutter, puisqu'elle se bat même avec des moyens très limités. Il est certain donc que les travailleurs n'acceptent pas passivement leur écrasement, leur exploitation accrue et qu'ils sont prêts à se battre, mais qu'ils le feront d'autant plus résolument qu'on leur donnera des armes efficaces pour un programme qui vaille la peine de se battre. Si la journée du 29 janvier avait été lancée sous le mot d'ordre de grève générale de vingt-quatre heures, c'était la réussite totale. Le 29, les travailleurs hésitaient parce qu'ils n'avaient qu'une confiance limitée dans les moyens mis en œuvre et aussi parce que les revendications posées étaient particulièrement médiocres. L'absence de mots d'ordre clairs et d'un programme suffisant (Henri Raynaud, dans « Le Peuple » du 1<sup>er</sup> février en fait l'aveu) a créé la « confusion » et la « gêne ».

Seule, la F.C.L. a, le 29 janvier, préconisé le programme et les moyens que les travailleurs attendaient et les échos de notre tract, après le succès incontestable de sa diffusion, ne sont

pas prêts de s'éteindre. Qui, depuis les grèves d'août, en particulier, a prévu et s'est efforcé de populariser la grève générale ? Il n'y avait que la F.C.L. et les faits nous donnent aujourd'hui raison, puisque du plan de la propagande, le mot d'ordre de

grève générale passe au plan de l'action immédiate. Nous avions vu juste et notre acharnement à introduire partout, depuis six mois, l'idée de la

G. FONTENIS.

(Suite page 2, col. 1.)

## VICTOIRE ou défaite

- Au moment où notre influence grandit à travers les événements grâce aux positions justes que nous avons su prendre.
- Au moment où, au sein de la classe ouvrière, seule notre F.C.L. représente une orientation révolutionnaire capable de vaincre le découragement ou les trahisons.
- Au moment où les conditions d'un développement de la lutte de classes laissent entrevoir une issue révolutionnaire et où, par conséquent, le développement de la F.C.L. et de son organe est une nécessité impérieuse.
- Au moment où nous pouvons aller à la victoire.

Le LIBERTAIRE est en danger !

Les tarifs d'impression, de messageries, le prix du papier, ne cessent de s'accroître. SEUL, UN EFFORT DES NOTRES peut sauver Le Libertaire.

Qui d'entre nous accepterait la disparition du Lib, sans faire un sacrifice pour forcer l'adversité, pour empêcher que demain toutes les forces de réaction se réjouissent de la disparition, même momentanée, de l'arme la plus efficace de leur adversaire le plus résolu ?

NOUS SOUSCRIRONS TOUS :

Et LE LIB, franchissant les instants difficiles où menace la défaite, imposera sa voix dans les événements d'une importance capitale qui se préparent, jusqu'à la victoire.

La F.C.L.

## Le monde occidental sous la tutelle des U. S. A.

L'IMPERIALISME américain est une des données fondamentales du monde actuel. Son aspect politique, diplomatique et militaire est le plus apparent, le plus évident, mais la réalité foncière en est avant tout économique. Les tentacules visibles qui enserrant les différents pays de tout un réseau de liens politiques et d'alliances, de bases aériennes, de dépôts de munitions, d'itinéraires stratégiques, ne constituent que la superstructure d'un système bien plus important qui est l'expansion internationale de l'économie des U.S.A.

Les liens de dépendance qui attachent les nations européennes, asiatiques, africaines et américaines aux Etats-Unis sont

conditionnés par des courants de marchandises et de capitaux, dont le centre est le capitalisme yankee. Depuis le reflux consécutif à la première guerre mondiale du capitalisme impérialiste européen, depuis l'effacement de l'économie dominante qu'était l'Angleterre jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, le centre de l'activité mondiale s'est transféré de la City de Londres à New-York. La deuxième guerre mondiale n'a fait que précipiter ce mouvement.

Les U.S.A. sont plus que jamais obligés d'exporter un surplus de production industrielle et agricole qu'ils ne peuvent consommer. Fait nouveau, ils sont devenus étroitement dépendants du monde extérieur pour leur ravitaillement en matières premières indispensables. Enfin, les mouvements de capitaux en provenance de Wall Street apparaissent comme le seul moteur économique appréciable pour le développement du monde capitaliste.

Le premier fait à pour résultat de forcer les U.S.A. à exporter sans importer pratiquement des produits finis, le second à contrôler les richesses des différentes régions du globe et le troisième livre toute l'expansion économique à la bonne volonté des grandes banques américaines.

Ce dernier aspect de l'impérialisme américain est particulièrement important, car il montre comment le capitalisme américain déborde le cadre des U.S.A. pour animer de toute son influence l'activité économique des autres pays.

Ainsi, à la fin 1953, le total des investissements américains hors des U.S.A. représentait 16 milliards de dollars. Masse considérable qui prouve l'importance des filiales et succursales des sociétés américaines dans le monde. Masse en expansion rapide, si l'on considère qu'elle s'est accrue de 1/3 en trois ans. (Elle ne représentait, à la fin 1950, que 12 milliards de dollars.) Masse dont le dynamisme intrinsèque est remarquable autant que les profits suscités, car si l'on en croit le département du commerce de Washington, la moitié de l'augmentation de ces investissements directs depuis la guerre provient du réinvestissement sur place d'une partie des bénéfices réalisés. L'autre moitié étant transférée de la métropole.

La répartition géographique de ces investissements colossaux était la suivante en 1952. Les deux tiers étaient localisés dans les Amériques, soit 4.593 millions au Canada, simple annexe douanière des U.S.A. et 5.758 millions en Amérique latine, où cette entreprise grandissante se heurte à la prise de conscience de plus en plus rapide des masses prolétaires.

Sur le tiers restant, moins de la moitié, 2.145 millions, sont en Europe occidentale, les autres pays se partageant 2.321 millions, soit au total 14.819 millions à la fin 1952.

Sur ce total, 4.291 millions étaient investis dans les industries pétrolières, 1.642 millions dans les industries minières et 4.593 millions dans les industries de transformation.

Cette expansion impérialiste qui ne correspond pas à une brusque poussée de fièvre, mais à une nécessité profonde de l'économie américaine, enserme de plus en plus les nations du monde libre pour en orienter l'activité productive dans un sens favorable à long terme pour les compagnies américaines. L'impérialisme le plus puissant que l'on ait jamais vu tisser sa toile de mailles de plus en plus serrées sur la partie du monde qui n'est pas sous la coupe de l'autre système économique, celui dominé par l'économie de l'U.R.S.S.

J. PRESLY.

## Pourvu que le thermomètre reste à - 15° et l'Eglise pourra profiter de la détresse des pauvres

Pourvu que le thermomètre reste à - 15° car si la température remonte, ce sera le désastre des désastres pour tout un tas de braves gens désintéressés, charitables et en état de grâce par là-dessus. Car en effet, avouez que cela avait de l'allure, cette soudaine croisade des bons sentiments, ces larmes lourdes d'une pitié ruisselant des journaux, des écrans ou de la radio. Oui, si le mercure se réchauffait quel peu, bien des cœurs (sic) se refroidiraient instantanément par une curieuse réaction physique, en revenant somme toute à leur température normale : glaciale. Demandez donc par exemple à M. Gombault de France-Soir et de la Légion d'Honneur, ce qu'il pense de sa dernière vedette M. Hiver ! Ils ont étroitement collaboré ces dernières semaines, l'un ge-

lant et tuant que c'en était un plaisir, l'autre imprimant de la charité à pleines colonnes et empochant avec un soupire résigné. Du nanan, autre chose que la Rita, Dominici ou les Windsor ! Que le manitou cité plus haut ne se rengorge surtout pas, il n'a pas l'exclusivité de la déguillasserie, tous ses chers confrères l'ont suivi ou précédé ou imité dans la même voie, de « Paris-Presse » à l'Aurore en passant par l'Huma sans oublier l'Union-Matin (1) bien entendu.

Pourvu que le thermomètre reste à - 15°, ça donnera du travail à l'abbé. Car il y a l'abbé, lui aussi grande vedette actuelle. Qui ne connaît maintenant Pierre Groues, avec son bon sourire encadré d'un collier barbu ? Cet ex-député M.R.P. qui a quitté son parti par dégoût, dit-on, n'a pas tellement changé de boulot en fourageant dans les poubelles pour les déshérités. Il s'occupe maintenant à construire des « cités d'urgence » et surtout à recueillir, vêtir, nourrir et chauffer les malheureux clochards victimes du froid. Cela est bel et bon et malgré notre répulsion connue pour tout ce qui porte soutane, nous tirons bien nos chapeaux si quelques aspects de la question ne venaient cependant nous chiffonner. Bien sûr, attaquer de front est très CHRISTIAN.

(Suite page 2, col. 4.)

(1) A propos de Dimanche-Matin, nous apprenons qu'un rédacteur de ce journal, le « truand » Fernand Trignol, responsable d'une chronique intitulée : « En battant la semaine », a été promu vire par M. Capgras soi-même. Motif : un de ses articles avait paru trop ridiculisé la religion et scandalisé les honorables lecteurs. Le « non-conformisme » de Dimanche-Matin, entre en action !

## LE FASCISME MONTE AUX U. S. A.

### Les Mac-Carthystes assassins du défenseur des Rosenberg

L'avocat Emmanuel Bloch, défenseur des Rosenberg, est mort « soudainement ». Crise cardiaque, dit-on... Trouvé sans vie dans sa salle de bains, les agences de presse ont, dans un communiqué laconique, fait connaître au monde « l'accident », comme disent certains.

A l'heure où nous mettons sous presse, le voile n'a pas été levé et ne sera certainement jamais levé par la police américaine : le F.B.I., organe d'oppression de l'Etat américain, n'est pas à un crime près pour servir la dictature de l'impérialisme yankee et de ses architectes du fascisme (Kluge-Klan, Mac-Carthyisme, etc...) sur le dos des travailleurs.

Les Rosenberg assassins, une propagande infecte, mais bien dirigée, allait leur attribuer de « nouveaux crimes » : ils avaient volé les plans de la bombe H (avant même qu'elle fut inventée !), dirigé un réseau d'espionnage alors qu'ils étaient emprisonnés ; ils avaient...

...Ils avaient deux enfants : Michaël et Robby, qui, selon les dernières volontés des Rosenberg, furent confiés à M<sup>re</sup> Emmanuel Bloch. Cet état de fait chagrinait le « chacal » Mac-Carthy qui songeait : « Il faut soustraire ces enfants à Bloch et les confier à une institution publique « bien pensante », afin de les élever dans la haine de leurs parents... »

Il fallait abattre Bloch. Dès juillet dernier, le Barreau de New-York porta une plainte pour obtenir sa radiation de l'Ordre des Avocats et, par la suite, lui arracher ses droits de tuteur.

Bloch, le soir de l'exécution des Rosenberg, avait déclaré courageusement : « Le Président des U.S.A., son Ministre de la Justice et le F.B.I. responsables du meurtre des Rosenberg... »

Ce fut le prétexte pour que la Justice, après avoir « grillé » deux innocents, poursuive sa besogne : campagne de presse, radio se déchainerent, dirigeant une pression, une suspicion, une haine hystérique tendant à isoler le courageux Bloch luttant presque seul contre l'ombre de la mort et du fascisme :

L'avocat Emmanuel Bloch a été assassiné par le fascisme.

Jusqu'à présent rien n'est venu démentir cette affirmation.

Le fascisme monte aux U.S.A. On se souvient qu'Eisenhower, dans son message sur l'Etat de l'Union, avait proposé que la nationalité américaine

soit retirée à « quiconque est reconnu coupable de trahison ou de conspiration pour renverser le gouvernement par la force ».

Déjà, un représentant républicain de l'Illinois, M. Chauncey Reed, président de la Commission judiciaire de la Chambre, a déposé un projet de loi en ce sens.

D'autre part, la Commission des Activités Anti-Américaines vient de recommander dans son rapport annuel au Congrès que les communistes (et tous les militants révolutionnaires sont compris sous ce vocable) « soient déclarés légalement conspirateurs contre leur pays ».

L'adoption d'une telle mesure permettrait, grâce à la loi Smith, d'appliquer des peines de prison pour tous ceux qui visent à « renverser le gouvernement américain par la violence ».

Cette mesure tend en définitive à briser toute organisation ouvrière susceptible de rallier les travailleurs américains lors du choc qui ne peut manquer de se produire entre la classe ouvrière et les forces qui conduisent l'économie capitaliste américaine en crise vers son issue : la guerre.

Michel MULOT.

## FRANCO joue avec le feu

L'ESPAGNE sur laquelle pèse de plus en plus lourdement la dictature de Franco vient de connaître, la semaine dernière, une certaine « effervescence ». Pendant trois jours consécutifs les étudiants de Madrid ont manifesté à l'occasion de la visite de la reine Elizabeth à Gibraltar.

Calme protestation, au début, la manifestation a pris ensuite la tournure d'une échauffourée. Les heurts avec les forces de police ont été particulièrement violents. Des coups de feu ont été tirés. Il y a eu des blessés graves et des morts de part et d'autre. Cette manifestation a été organisée en dessous par les soins du gouvernement. Les étudiants au chant de la Phalange et criant des slogans patriotiques se sont dirigés vers l'Ambassade anglaise, comme prévu. Mais dépassant les bornes permises ils ont fait connaissance avec la répression policière. De plus, ils n'ont pas tardé à se rendre compte qu'ils étaient les dupes dans cette affaire et qu'ils servaient au gouvernement d'instruments, de moyens de propagande.

Aussi, oubliant la question de Gibraltar, c'est contre la police et ses brutalités qu'ils manifestent à partir du deuxième jour. Appels, pétitions se succèdent, des violentes bagarres s'engagent au cours desquelles le chef de la police, le général Hieno est copieusement injurié. Le mouvement prend de plus en plus une allure nettement antigouvernementale.

Le gouvernement espagnol a montré dans cette affaire un profond désarroi. En voyant la tournure des événements, il a perdu la tête et aveuglément a employé une répression féroce. Son silence, ses déclarations gênées laissent transparaître son inquiétude.

Cet événement, en réalité, permet de faire des remarques importantes. Les gouvernements espagnols ont certes joué avec le feu dans cette affaire, mais leur désarroi exprime la faiblesse réelle du régime. La colère des étudiants contre la police n'est que le reflet de l'intense mécontentement du peuple contre la dictature. Une étincelle peut actuellement suffire pour l'enflammer. Et l'heure n'est pas loin où l'Espagne sera de nouveau ébranlée par la révolte et où le régime odieux du Caudillo s'écroulera sous les coups du prolétariat victorieux.

J. BONNEUIL.

P.-S. La dictature de l'ignoble Franco est chaque jour marquée par de nouveaux forfaits. 18 révolutionnaires, membres de la C.N.T. ou de la 4<sup>e</sup> Internationale viennent d'être condamnés à de sévères peines de prison pour avoir formé un cercle d'études.

Retenez votre soirée du  
26 Mars 1954  
GRAND GALA RÉGIONAL DE LA  
F. C. L.  
SALLE DE LA MUTUALITE  
24, rue Saint-Victor, Paris  
\*  
Un merveilleux programme  
vous sera présenté.

## Les enseignants préparent la grève générale

La température n'a fait que monter depuis le 9 novembre dans le corps enseignant. Cependant l'action trouble et défaitiste menée par nos dirigeants du S.N.I. et les dirigeants de tous les syndicats de l'enseignement n'ont fait que freiner la volonté générale de combat.

Les directions ont procédé par référendum pour savoir si elles allaient lancer le mot d'ordre de grève. Dans le second degré et le supérieur, une majorité de 75 % s'est prononcée en faveur de la grève avec une participation très importante de votants. La grève a donc été décidée et doit avoir lieu.

La direction du Syndicat National des Instituteurs poussée par sa base, s'est elle aussi finalement résolue à lancer un référendum (tout en précisant à l'avance que même si une majorité se prononçait pour la grève, il n'était pas certain qu'elle déclenche celle-ci !). Et, bien que ce référendum ait été conçu de telle sorte que tout était prévu pour inciter à voter contre la grève (il allait jusqu'à prévoir comme action le simple envoi d'un délégué par école au meeting du 10 fé-

vrier !), une majorité s'est prononcée en faveur de la grève. Il est donc à envisager qu'une action éclatante sous peu. Un premier objectif s'impose donc à nous, militants, imposer la grève à nos dirigeants en démontrant, dans chaque section la nécessité de cette grève et en envoyant des pétitions dans ce sens à la direction du S.N.I.

Mais le gouvernement envisage un autre moyen de saboter l'action unitaire des enseignants. Il envisage d'accroître une augmentation au secondaire et au supérieur tout en refusant tout avantage au primaire. Ce qui risque, évidemment, de briser l'unité.

La encore, il est nécessaire d'agir et, par une action commune et simultanée de tous les ordres, de renforcer les liens de solidarité entre tous les enseignants face au jeu réactionnaire du gouvernement.

Le troisième point de notre action doit être dans l'élaboration de mots d'ordre de grève valables. Alors que la direction réformiste réclame une augmentation ridicule de 10 %, il faut imposer une revendication non hiérarchisée de 10.000 fr. par mois au minimum et reprendre le programme élaboré par la F.C.L. et publié dans le numéro précédent du « Libertaire ».

Le quatrième point est d'imposer l'application de la motion adoptée au dernier congrès de la F.E.N. et « oubliée » depuis par les dirigeants, motion adoptant le principe d'une Confédération Nationale de la Fonction Publique organisée conjointement par toutes les Fédérations des Fonctionnaires en vue d'harmoniser les revendications et de préparer l'action d'ensemble de la Fonction Publique.

Sur tous ces points précis, nous devons réaliser le plus large regroupement d'enseignants développer nos positions au maximum dans chaque école, dans chaque réunion de sous-section (qu'il faut exiger des secrétaires). La situation actuelle de l'enseignement peut se traduire par une victoire ouvrière en lançant les bases futures de la grève générale.

CLERMONT.



Abonnez-vous !

Voir en deuxième page  
notre formule d'abonnement



## A propos de l'existence de l'État l'E.N.A. fait parler d'elle

**H**IER c'était « l'affaire de l'Ecole Nationale d'Administration », plusieurs candidats ayant été écartés du concours d'entrée en raison de leurs opinions politiques.

Aujourd'hui un jeune homme : Denis Bannillon répond à ses examinateurs à l'examen de classement de la promotion « Félix Eboué » : « Je ne peux moralement servir l'Etat, alors qu'il n'y a plus d'Etat. »

Ca été un genre de bombe lancée à la face de l'Administration.

Petite bombe et beaucoup d'éclats dans la bonne presse.

Quelle aubaine pour les journalistes ! Quel bon sujet de dissertation à vide ! Que de faux problèmes soulevés à propos de cette fausse opinion !

Allons, monsieur Denis Bannillon, fils de Bannillon père, grosse fortune et gros ventre français : comment pouvez-vous ne pas croire à l'Etat puisque c'est vous et vos semblables l'Etat ?

Votre père détient, grâce à ses gros

sous, une parcelle du pouvoir. Qu'est-ce que l'Etat, sinon le pouvoir ?

Vous avez scandalisé à bon compte, monsieur Bannillon ! Avant de faire « votre état » vous avez prévenu toute la presse qui attendait sceptique mais tout de même confiante en ce courage « bien français » que vous incarniez dorénavant, Jean Nohain et Jules Romain, bons serviteurs de votre classe et de votre Etat, parleront de vous avec un tremolo dans la voix.

Vous voici l'officiel, enfant terrible de la bourgeoisie.

Le directeur de l'E.N.A. a demandé au jeune « grand commis » de démissionner. Il y a longtemps qu'il aurait dû le faire, mais que voulez-vous, ce monsieur aime le bridge et l'équitation : c'est pour cela, comme beaucoup de ses semblables, qu'il est à l'E.N.A. !

Bannillon, arrivant à un sommet de fausse révolte, a répondu à son patron :

« Qu'il avait pris ses responsabilités et qu'il attendait de lui qu'il prenne également les siennes. »

Les mères de « Figaro » et de « L'Aurore » vont tomber en pâmoison devant un tel hérosisme.

On peut se demander de quelles responsabilités parle notre jeune homme ? L'Etat c'est le bridge, les réceptions, l'équitation pour les uns, la servitude pour les autres ?

Cela existe, Bannillon en profite, l'Etat existe et Paul Valéry disait prenant lui, ses responsabilités :

« L'Etat est un être énorme, terrible, débile Cyclope d'une puissance et d'une maladresse insignes ; enfant monstrueux de la force et du droit qui l'ont engendré de leurs contradictions, il ne vit que par une foule de petits hommes qui en font mouvoir gauchement les mains et les pieds inertes. Et son gros œil de verre ne voit que des centimes ou des milliards. »

Si votre papa n'avait pas de fortune, Bannillon, vous seriez demain un de ces petits hommes qui sortent de l'E.N.A. où durant plusieurs années on apprend à peu près uniquement les bonnes manières et le mépris du prolétariat. Vous seriez un de ces petits hommes qui font l'Etat avec les députés, quelques ministres et un président Coty.

Vous méprisez vous-même le prolétariat : vous êtes d'accord avec ce professeur de votre école qui disait à un élève, fils d'ouvrier (il y en a peu) : « Mon ami, vous êtes issu d'une famille, le trop pauvre pour vous intéresser à l'Histoire de France. »

Bannillon-Garap est lancé maintenant dans la bourgeoisie. Il importe que les ouvriers ne soient pas les dupes de ce mauvais Don Quichotte. Bannillon-Garap sera bientôt député (de droite bien entendu) et alors il ne dira plus que « l'Etat n'existe pas », car l'Etat continuera un peu grâce à lui.

Michel DONNET-MALLA.

## Chez les autres

### L'Aurore

Les grandes affiches tricolores annonçant une série d'articles de Jules Romain dans l'Aurore avaient soulevé une intense rigolade.

« Un examen de conscience des Français » dans le journal du milliardaire Boussois, ça promettrait.

Ça promettrait et ça a tenu.

M. Jules Romain a ramassé les préjugés lancés par les milieux ultra-réactionnaires il y a près d'un siècle — ou plus —, les clichés les plus usés que n'utilisent plus qu'une infime minorité d'indécrottables crétins, des petites saletés que même un Benazet aurait la délicatesse et l'intelligence de ne pas utiliser. Et Benazet, pour ce qui est de la délicatesse et de l'intelligence...

Avec tout cela, M. Jules Romain, dit Farigoule-de-vache dans la clandestinité, a pondé de longs articles où les ouvriers sont présentés comme des sortes d'escarpes paresseux, ivrognes, goinfres, sales et trop nourris !

Décidément, la nouvelle bourrique de l'écurie Boussois est une bonne acquisition. Jusqu'à présent, un autre employé du roi du dessin qui symbolisait le type du journaliste cafard, borné, hypocrite, mouchard et pisse-froid, c'était le triste Benazet.

Il a trouvé son maître. Chapeau.

### L'Aurore 22-1-54

« Le Bureau National du M.R.P. rappelle ses « objectifs sociaux ».

Et il fait bien : sans cela, qui donc saurait qu'il en a ?

### LE JOURNAL DU DIMANCHE

24-1-54

« Le général Guillaume, résident général au Maroc, affirme : Ce sont des officiers espagnols qui ont longtemps préparé l'affaire de Tétouan. »

Eh c'est un spécialiste qui parle. Tandis que le général espagnol Garcia Valino déclare :

« Nul n'ignore que les arguments du gouvernement français, unité de l'Empire, souveraineté du Sultan, etc., sont considérés par les Français eux-mêmes comme des fictions. »

Tout de même, ça fait plaisir d'entendre deux généraux énoncer quelques vérités, même si ce sont les vérités de l'autre. Ils finiront bien par s'entendre : après tout, pape, ce mot bien de chez nous qui est à la base des histoires marocaines, ça vient de pesetas, ce mot bien espagnol qui est à la base de cette histoire de Tétouan. Alors ?

R. CAVAN.

## Vers la grève générale

(Suite de la première page)

grève générale, n'est pas étranger à son succès actuel.

Au cours de la journée du 29 janvier, déjà, les Assemblées ouvrières dans maintes entreprises ont posé la question de la grève générale de vingt-quatre heures, des délégués, des secrétaires de sections syndicales s'en sont fait l'écho, et ainsi, de proche en proche, la pression de la base s'est transmise jusqu'aux sommets.

Et nous voyons le bureau de la C.G.T. contraint de parler de la grève générale, après avoir freiné au maximum, après avoir préconisé les grèves partielles en invoquant le manque de combativité des travailleurs. Le 4 février, le Bureau de la C.G.T. convoquait la Commission Administrative en élargissant la réunion aux secrétaires des Fédérations d'Industrie, pour l'étude du mot d'ordre de grève générale de vingt-quatre heures pour le salaire minimum garanti à 25.165 fr. sans abattement de zone et pour 173 heures.

Bien entendu, le bureau de la C.G.T., en manifestant ainsi son désir de ne pas se couper des syndicats, de tenir compte de leur volonté profonde, compte bien sur les difficultés que F.O. et C.F.T.C. ne manqueront pas de faire surgir. Mais on ne lanterné pas les masses impunément et indéfiniment. Il y aura une échéance. Il faut pour cela que les militants révolutionnaires dans les syndicats poussent à fond le travail d'éclaircissement et de propagande sur un programme qui puisse effectivement cimenter l'unité des travailleurs et sur les moyens de lutte qui puissent réaliser cette unité dans la victoire.

Or, ce programme, ces moyens de lutte, ce sont ceux que la F.C.L. et sa Commission Ouvrière ont préconisé depuis août. Ce sont ceux qui sont centrés sur ce mot d'ordre de grève générale que toute la classe ouvrière reprend.

Mais il faut bien que nous fassions comprendre aux travailleurs que les chefs des Centrales Syndicales peuvent retarder, saboter pour finalement tenter de décourager les ouvriers. Ils savent qu'une grève générale de vingt-quatre heures pourrait ne pas s'arrêter à la vingt-quatrième heure, ils savent qu'une offensive générale de la classe ouvrière pose dans les circonstances actuelles un problème révolutionnaire, ils savent que plus les objectifs seront importants, plus les moyens mis en œuvre seront puissants, plus la classe ouvrière tendra à déborder ses dirigeants officiels. Or, nous savons que les intérêts de ces dirigeants sont plus proches de ceux de la bourgeoisie que de ceux du prolétariat. Une seule Centrale ne peut déclencher un mouvement, nous l'avons dit. Une action doit être lancée par les Centrales unies, mais aussi au besoin en dehors d'elles, par les minorités qui expriment la volonté des travailleurs. Il faut que nous sachions et que nous rappelions autour de nous que l'action peut finalement être menée sans ou même contre les chefs incapables ou traîtres, comme ce fut le cas en août dernier et que la classe ouvrière après avoir usé de tous ses moyens de pression sur ses dirigeants, trouverait dans la lutte les nouveaux organes de combat et de direction qui la mèneraient à la victoire.

# SUR LA SOMMATION aux prêtres-ouvriers

**U**N communiqué signé par 73 prêtres-ouvriers a été publié par la presse ces jours derniers. Il constitue une réponse aux décisions des autorités catholiques et en particulier à la lettre des évêques adressée à tous les prêtres-ouvriers.

En regrettant la brutalité de la décision ceux-ci s'attachent surtout à dénoncer ce qu'ils pensent être la néfaste erreur de la hiérarchie. La coupure entre les masses et l'Eglise va, pensent-ils, s'accroître une fois que le contact, la liaison que représente leur institution aura disparu. Ils insistent sur leur influence dans le milieu ouvrier, sur la confiance qu'ils réussissent à attirer, sur le respect que rencontrent leur sacerdoce. La déception des masses, des convertis comme des vagues sympathisants sera grande et elle risquerait fort de se transformer rapidement en une hostilité marquée. Aussi formulent-ils leur ferme volonté de refuser les nouvelles mesures envisagées, les systèmes bédards qui devraient remplacer l'organisation des prêtres-ouvriers. Ils s'élèvent contre l'ordre dont on les a intimé de démissionner immédiatement des Comités d'entreprise, des syndicats ou des autres organisations ouvrières dont ils sont membres. Car, concluent-ils, « la classe ouvrière n'a pas besoin de gens qui se penchent sur sa misère, mais d'hommes qui partagent ses luttes, ses espoirs ».

De cette réponse des prêtres-ouvriers à leurs supérieurs, comme de la lettre des évêques, se dégage nettement l'intention de l'Eglise d'abandonner les misères dans les milieux ouvriers. La lettre aux prêtres-ouvriers est sur ce point très significative. Le ton employé n'est pas du tout celui de la confiance. On n'y retrouve ni la modération d'usage ni les habiles ménagements accompagnés de conseils. Il s'agit en réalité d'une mise en demeure, d'une véritable sommation. Qu'on en juge plutôt : « Nous n'osons même pas envisager ce qui arriverait si vous refusiez de vous soumettre... Ne croyez pas ceux qui vous disent qu'on peut rester dans l'Eglise en attitude « de résistance soumise... Certains ont prononcé le mot de réduction à l'état laïque. En pareille matière, nous sommes encore plus obligés à la franchise : si par malheur vous demandiez la réduction à l'état laïque, cette réduction ne vous serait pas accordée. En revanche, nous sommes obligés de vous prévenir que le prêtre qui se maintient en état de désobéissance risque d'être puni de peines canonicques... Du simple point de vue de l'efficacité, la seule voie est ouverte : celle de la soumission loyale et filiale. »

Nous avons déjà dans ces colonnes analysé les raisons d'une telle attitude.

L'Eglise, avons-nous dit, veut rester l'Eglise même si elle perd pour cela toute audience auprès des masses populaires. Et les vieux principes sont de nouveau classés à tous les vents. Les Feltri, les Liénart et autres messeigneurs rappellent les règles doctrinales et le devoir d'obéissance absolue à l'Eglise :

« On n'a pas le droit de toucher au sacerdoce tel que le Christ l'a établi. » « Dieu a donné l'autorité à la hiérarchie, lui être docile c'est manifester sa foi. »

Et l'Autorité religieuse conclut : « Lorsque l'Eglise parle, il n'y a qu'à s'incliner. »

Rien, par ailleurs, ne met mieux en lumière l'échec de la tentative d'endormir la conscience de classe des masses — but véritable de l'institution

des prêtres-ouvriers — que la réponse des 73 prêtres :

« Les prêtres-ouvriers revendiquent, affirment-ils, pour eux et pour tous les chrétiens le droit de se solidariser avec les travailleurs dans leur juste combat. »

Ainsi ceux qui avaient mission de convertir le prolétariat, de le conduire hors de la lutte de classe, se sont fait eux-mêmes convertir. Se trouvant soumis aux mêmes conditions de vie que leurs camarades ouvriers la plupart des prêtres-ouvriers ont compris et se sont jetés à corps perdu dans la lutte contre le patronat et la bourgeoisie.

L'Eglise en rompant avec les missions « de terre ouvrière » apparaît sous son jour véritable. Ses buts, ses positions n'ont pas changé, elle n'a simplement varié que son attitude. Dans le régime actuel d'exploitation et d'oppression elle fait figure d'agent du capital et se trouve là où il y a le

pouvoir, la force et les richesses. C'est ce rôle que les militants révolutionnaires doivent dénoncer.

Mais nous devons constamment prendre garde au danger néfaste qui serait de tomber dans une action anticléricaliste, stupide et inutile (voir « Libéraire » n° 381). Car « oublier que l'oppression religieuse de l'humanité n'est que le produit et le reflet de l'oppression économique au sein de la société serait faire preuve de médiocrité bourgeoise ». (Lénine : Socialisme et Religion.)

C'est dans l'action révolutionnaire, dans le combat contre l'exploiteur, dans une lutte de classe acharnée que les travailleurs perdront leurs préjugés religieux ou autres. C'est le triomphe de la Révolution, la construction et la consolidation du socialisme qui feront disparaître à tout jamais l'opium du peuple.

Jean MASSON.

## L'Eglise profite de la détresse des pauvres

(Suite de la première page)

ingrat et si nous disons par exemple que le problème n'est pas de secourir (pour quelques jours) 500 « pauvres » mais d'œuvrer au renversement d'une société archi-pourrie engendrant ces mêmes « pauvres » par milliers et millions, on nous répondra : « Oui, mais en attendant ces gens-là vont peut-être mourir ce soir si on ne leur donne pas une soupe, vos théories viendront après ! »

Que répondre, sur l'instant à pareille argumentation ? Et pourtant c'est nous qui avons raison. En fait, il ne s'agit rien moins que de « charité », l'exécration charité, et qui s'avise de protester à contre lui l'unanimité ou presque des gens rassemblés là autour d'un cas bien propre à faire venir la larme à l'œil, de la haute bourgeoisie aux gens de « gauche » voire de certains révolutionnaires. Aussi, parlant de M. l'abbé Pierre, serons-nous très prudents, respectueux, émus et tout, mais avec la même prudence, respect, etc., nous lui ferons remarquer que son travail sert de caution à l'Etat. Oui, pourquoi le gouvernement se bécote-t-il, puisque lui se fichtent éperdument des sans-logis, des particuliers à l'instar du curé en question, s'en occupent ! Aucune mesure d'ordre général ne

sera prise, aucune construction sur grande échelle entamée, mais le Conseil Municipal donne royalement 100.000 francs et quelques dizaines de capotes militaires à l'abbé, la radio et les journaux font un raffut du diable autour de ces beaux gestes, et le tour est joué. C'est ce que nous appelons, en notre candeur, travailler à la petite semaine et se foutre du monde.

Et puis, nous trouvons étrange qu'un abbé si préoccupé de vérité n'ait jamais balancé sa soutane aux orties des terrains vagues, en recotant un peu aux clochards qu'il secourt et aussi à tout le monde, la divine avarice de l'Eglise qu'il sert, la magistrale pourriture d'une entreprise essentiellement commerciale qu'il ressent peut-être, l'abbé, mais qu'il n'ose dénoncer. Non seulement vous taisez, M. Pierre Groues, mais vous continuez à faire de la publicité à cette même Eglise par la grâce de votre fraternelle soutane photographiée à des millions d'exemplaires, y compris dans les journaux staliniens. Sommes-nous sectaires en disant cela, M. l'abbé ?

Pourvu que le thermomètre reste à 15°, cela permettra à de malheureux sans-logis de crever de froid, en pleine rue, un billet d'expulsion à la main. Cela permettra aussi à ces messieurs les parlementaires de faire d'altitistes discours au Palais-Bourbon et autres mauvais lieux. Parmi eux, ceux ayant voté pour la loi d'expulsion gueleuront le plus fort, M. Moro-Giafferi entre autres. Comme nous l'écrivait ce sujet et fort justement notre camarade Chancelle : « Ce distingué sophiste se permet d'écrire dans les Cahiers de l'Enfance, organe des Comités de Vigilance de l'Enfance Malheureuse. Nous aimerions croire qu'il y a étourderie de la part des responsables de cette revue car, en vérité, M. Moro-Giafferi est un des responsables de la mort de l'enfant dont l'abbé Pierre assista à l'enterrement. Et au sujet de cette enfance malheureuse, le Maître serait bien inspiré en se taisant à présent... ». Comment ne pas être d'accord avec notre camarade en constatant d'aussi odieuses jésuiteries.

Qui, pourvu que le thermomètre reste à 15°, car toutes mesures ont été prises par les services compétents (!) afin d'aider les couche-dehors pendant « les grands froids ». Peut-être y a-t-il une mesure centigrade à ne pas dépasser ? Moins 10° par exemple, sera-ce encore un « grand froid » ? Non ? Alors les braves gens rentreront chez eux, Mme la Marquise et M. le Conseiller municipal parleront encore longtemps et avec attendrissement à leurs amis de ce soir de février 54 où ils allèrent sous les ponts, oui ma chère, porter une couverture à des individus lentement paralysés par le gel et la misère mais remplis de pucés, pouah ! Alors les commissariats relâcheront les clochards détenus « pacifiquement » et sans vérification d'identité.

A. CHANCELLE.

## F.C.L. : 8<sup>e</sup> Région LYON

Le groupe de Lyon de la Fédération Communiste Libéraire organise le 20 février, à 16 heures, à son siège, 71, rue de Bonnel, une réunion réservée aux militants et sympathisants des diverses organisations libertaires internationales : F.C.L., C.N.T., française, C.N.T.-F.A. espagnole, groupe italien.

Une causerie sera faite par le camarade LAVOREL sur « La situation dans le mouvement anarchiste. Point de vue de la F.C.L. ». Cette causerie sera suivie par un débat où toutes les organisations pourront définir leur point de vue.

## Les Amis de l'«Ecole Emancipée»

organisent

LE MERCREDI 17 FÉVRIER, à 20 h. 45

à la Mutualité, 24, rue Saint-Victor, métro : Maubert-Mutualité

salle M

sous la présidence du camarade Daniel GUERIN

Un étudiant du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques algérien, un travailleur algérien, membre de la C.G.T., parleront de :

LA SITUATION ACTUELLE EN ALGERIE

## Les crimes du colonialisme

Tous les jours le colonialisme blanc brime et tue des hommes parce que ceux-ci n'ont pas la peau blanche, parce que ceux-ci aspirent au bien-être et à la liberté. Nous ne nous lasserons pas de dénoncer ces crimes. Nous n'avons pas le droit d'oublier cela ! Les peuples colonisés finiront bien par avoir conscience, ils finiront bien par faire cesser ce massacre.

## TIR AUX PIGEONS AU KENYA

Le capitaine anglais Griffiths a été acquitté par la cour martiale de Nairobi où il était jugé pour avoir abattu deux indigènes. Le procès a au moins eu l'avantage de révéler au monde les méthodes de répression britannique au Kenya.

Au appris notamment que des tableaux enregistrant le nombre de Mau-Mau tués sont affichés dans les mess et qu'une véritable compétition s'établit entre les unités de l'armée anglaise.

Des témoins, au cours du procès, ont affirmé que « certains officiers offraient 5 shillings par Mau-Mau descendu, d'autres allaient jusqu'à 10 shillings... ».

Les colons ne payent vraiment pas cher la peau d'un noir.

Nous ne donnons pas cher de leur propre peau !

## REPRESSION AU MAROC

Depuis quinze jours, on a inauguré au Maroc, une nouvelle méthode de répression. Les personnalité les plus en vue du mouvement nationaliste sont kidnappées. La police fait l'ignorante. Elle n'est pas au courant, paraît-il. On parle d'une organisation terroriste dite « La Main blanche ».

Soixante-quinze mille détenus sont dans des cachots ou dans les camps des contrôleurs civils et affaires indigènes. Qui vous avez bien lu : soixante-quinze mille et le nombre augmente chaque jour.

Le nouveau Sultan vient d'être décoré de la grand-croix de la Légion d'honneur pour services rendus à la colonisation française !

El Glaoui vient d'envoyer ses vœux à M. Coty qui a répondu d'une manière très optimiste !

Tout ne va pas pour le mieux et des bombes éclatent sur le chemin des colonisateurs. C'est le peuple qui parle !

## Pour le communisme libéraire SOUSCRIVEZ !

## Dans le prochain numéro du libéraire votre nom paraîtra dans la liste de souscription

Caron .....	1000	Casier R. ....	2000	T. J. ....	2000	J. M. ....	1315
Garnier Colmar .....	200	Rodriguez ....	8000	Tanforde .....	1000	Imprimer, T.S. ....	710
Gil .....	2000	Marm .....	100	Pons .....	200	Deshayes .....	500
Rivas .....	500	Paris-19 <sup>e</sup> .....	1200	Pucé .....	500	Moine .....	1000
Lochu .....	300	Vassal .....	140	Mulot .....	1000	Bonnet .....	800
Raron .....	200	Guérin .....	150	Pierre .....	800	Paris-XIX <sup>e</sup> .....	1700
Eychenne .....	3000	Laulla .....	1000	Blanchet .....	1000	Laveau G. ....	1000
Robert .....	1500	Marin .....	100	Gpe St-Germain .....	1500	Bouche .....	200
Bourdon .....	200	Assu .....	100	Petit-Pas .....	1000	Blanchet .....	1000
Colin .....	150	Marie et André .....	1200	Gpe Thompson .....	1430	Gpe Bernier .....	100
Brats .....	1000	Bauden .....	125	Gpe Durruti .....	600	Guia .....	800
Pro .....	1000	Fabrega .....	300	Florentiny .....	500	X. ....	80
Groupe de Lyon .....	1000	Poullier .....	200	Philippe .....	1000	Camade .....	1000
Daragon .....	100	X. ....	10	Un gazier .....	140	Cignancourt ..	300
Gondran .....	90	Paoloit .....	110	Gpe Bernier .....	800	Antipatriote ..	100
Péduto .....	300	Melet .....	200	Gene .....	140	Joula .....	1000
Groupe de St-.....	500	Duplessis .....	1000	Lenteno .....	30	L. R. ....	100
Maurice .....	500	Laroche .....	250	Berno .....	200	Laville .....	1000
Costa .....	1000	Genaudet .....	1000	Cary .....	100	X. X. ....	300
Marie .....	100	Prinsseau .....	3000	Un camarade ..	100	Paris-XIX <sup>e</sup> ..	1600
José et Rémy .....	500	Jo Durruti .....	1000	Maurice .....	1000	Bourse .....	1000
Robert .....	1200	Caveau J. ....	500	L. Vermeesch ..	100	Un espérantiste	100
Fontenis .....	1000	Paris-19 <sup>e</sup> .....	1200				



# HISTOIRE ET DOCTRINE

## IL Y A 20 ANS, LA CLASSE OUVRIÈRE, contre la division des chefs politiques et syndicaux, BARRAIT LA ROUTE AU FASCISME

### La crise. - Montée du fascisme

La crise économique sans précédent qui sévit en France depuis 1930, accompagnée d'un chômage très grave, de faillites sans nombre des petits paysans et commerçants, affecte en particulier les classes moyennes dont une partie importante, exaspérée par l'impuissance des partis traditionnels comme le parti

radical, vient fournir les troupes d'un grand nombre d'organisations fascistes. Comme en Allemagne donc, le fascisme recrute surtout dans les classes moyennes, chez les étudiants et s'appuie sur certaines associations d'Anciens Combattants à caractère nationaliste traditionnel.

### Les scandales

EN 1933, début 1934, une cascade de scandales éclabousse le parlement, le régime. En particulier des dizaines de parlementaires et de hauts fonctionnaires sont compromis dans l'affaire des Assurances Sociales, des Sucres, et enfin dans l'affaire Stavisky.

Le gouvernement radical a tenté d'étouffer « l'affaire » : l'escroc Stavisky se « suicide » au bon moment ; le conseiller Prince trouve la mort mystérieusement, et le policier Bony « embrouille » à merveille l'enquête. Malgré tout, le cabinet du

grand propriétaire radical Chautemps démissionne le 27 janvier alors que les débats à la Chambre deviennent tumultueux et que les ligues de droite commencent à manifester aux cris de « A bas les voleurs ». L'atmosphère du coup d'Etat est créée. Que va-t-il se passer ?

Daladier a constitué le 29 le nouveau gouvernement avec E. Frot à l'Intérieur. Frot se trouve en lutte contre le Préfet de Police de Paris, Chiappe — que l'on verra de nouveau sous Pétain en 1940-1941 — et qui favorise activement les fascistes.

### Le 6 Février

CHIAPPE est révoqué. Le Conseil Municipal réactionnaire de Paris proteste et invite la population à manifester avec l'Union Nationale des Combattants (U.N.C.) fascisante.

L'Humanité reproduit, comme les journaux de droite, les appels à la manifestation, le 6 février.

Le Parti Socialiste se contente de mobiliser ses militants dans ses per-

manances mais sans mot d'ordre précis. Le gouvernement alerte la troupe, fait distribuer les munitions en fin d'après-midi.

Dans la soirée, les ligues « descendent dans la rue » et s'avancent vers la Chambre des Députés après s'être rassemblées sur les boulevards.

De son côté, le Parti Communiste a appuyé l'appel de ses Anciens Combattants groupés dans l'A.R.A.C.

(Association Républicaine des Anciens Combattants) et l'Humanité écrit : « Tous à 20 h., Rond-Point des Champs-Élysées » pour manifester « à la fois contre les bandes fascistes, contre le gouvernement et contre la social-démocratie... » Les communistes se retrouvent ainsi venant des Champs-Élysées vers la Concorde aux abords des fascistes venant des boulevards.

La police et la garde chargent, tirent. Des morts, des blessés. Les émeutes durent une partie de la nuit. La fusillade la plus serrée a lieu vers 23 heures sur le Cours-la-Reine, sans que la situation soit devenue critique, mais Daladier et Frot semblent décidés à la répression la plus dure. En vérité, les ligues fascistes n'ont ni unité de vue, ni unité de commandement et leur désarroi n'a d'égal que

celui des sphères gouvernementales. Et la principale organisation, celle des « Croix de Feu », du colonel de La Rocque, imitée par « l'Action Française », disloque ses troupes sans passer à l'offensive. On sait depuis que le chef des Croix de Feu, La Rocque, intriguait avec les parlementaires de la droite classique et émergeait aux Fonds Secrets du ministre de l'Intérieur Frot, et que d'autre part, Pujo l'un des chefs des groupes de choc de l'Action Française — les « Camelots du Roi » — était un agent de la police tandis qu'un autre chef royaliste, Real del Sarte, intriguait avec le ministre de l'Intérieur.

Les émeutiers les plus acharnés ont été ceux de la « Solidarité Française » et les « Jeunes Patriotes » de Taittinger du Conseil Municipal de Paris.

### Doumergue

Le matin du 7 février, alors que les émeutiers ont juré de revenir et que Frot et son préfet de police semblent décidés à l'épreuve de force, on apprend que Daladier le « fusille » a pris peur et a démissionné. Un gouvernement Doumergue à participation radicale le remplace. Les militants des ligues sont frustrés de leur action mais les classes moyennes et les Anciens Combattants de l'U.N.C. vont espérer

pour un temps avec les promesses de Doumergue. Le parti radical et les ligues se sont effacés devant la réaction classique disposant désormais de pouvoirs très étendus qui seront employés tout d'abord à réduire les traitements des petits employés de l'Etat. Mais le danger fasciste n'est pas éliminé, et il faut compter avec les violences des fascistes qui multiplient les bagarres avec les militants ouvriers.

### Le 9 Février

QUELLE va être l'attitude du Parti Socialiste et du Parti Communiste ?

Les Fédérations de la Seine et de Seine-et-Oise de la S.F.I.O. ont, dès le 6 février, fait une demande

pressante auprès du P. C. pour obtenir une entrevue. Pas de réponse. Une délégation socialiste se présente à l'Humanité sans succès, mais l'Humanité du 8 attaque les dirigeants socialistes qui « abandonnent le terrain de classe ». Par contre, l'Humanité invite les travailleurs socialistes à participer à la manifestation du 9.

Les socialistes qui avaient prévu une manifestation à la Bastille pour le 8 se sont inclinés devant l'interdiction gouvernementale. Le P. C. maintient son ordre pour le 9, à partir de 17 h. sur des mots d'ordre s'attaquant à la fois à Chiappe, aux fascistes, aux fusillades Daladier-Frot, et au parti socialiste. L'est de Paris (République-Gare de l'Est-Gare du Nord) voit s'élever les barricades, entendre retentir des fusillades, en particulier aux abords de la Gare de l'Est. Il y a 6 morts et les blessés sont nombreux.

La manifestation du P. C. isolée de l'ensemble de la classe ouvrière, ne pouvait mener qu'à l'aventure. Tout au plus pouvait-elle montrer aux ligues de droite que le P. C. avait lui aussi ses groupes de choc. Cette manifestation était l'expression de la ligne d'ailleurs de l'Internationale Communiste, dont on avait pu pourtant éprouver la fausseté en Allemagne où elle avait contribué à la division de la classe ouvrière en face du nazisme.

### La riposte ouvrière

MAIS la classe ouvrière, dans son ensemble, a réagi. La C.G.T., surprise par les événements, s'est ressaisie et le 7 février au matin, sa Commission Administrative décide une grève générale de vingt-quatre heures pour le 12.

En province, dès les nouvelles parvenues sur les émeutes fascistes, les organisations ouvrières sont en alerte. On prépare des marches sur Paris, la plupart du temps sans ordre des centrales et des partis, spontanément.

A Narbonne, par exemple, ce sont nos camarades qui donnent l'alerte, rassemblant des milliers de travailleurs en une puissante manifestation.

Le 7 au soir, se rencontrent à Paris des représentants des différentes organisations antifascistes : C.G.T., Parti Socialiste, les partis socialistes provenant de scissions de la S.F.I.O. (Parti Socialiste français, Parti Socialiste de France, Parti Républicain-Socialiste), l'Union Anarchiste — dont notre F.C.L. est la continuation — le P.U.P. (Unité Proletarienne), la Fédération Ouvrière et Paysanne (Anciens Combattants), la Chambre Consultative des Associations Ouvrières de Production.

Le Parti Socialiste décide d'organiser une manifestation le 12 au cours de Vincennes. Le P. C. se rallie à cette manifestation le 11, comme la C.G.T.U. se rallie à la grève générale décidée par la C.G.T.

Le 12, la grève générale surprend par son ampleur : 4 millions et demi de grévistes, 1 million de manifestants dont 500.000 à Paris et de 50 à 100.000 dans les principales villes de province.

Mais il faut signaler qu'au même moment, à Boulogne-Billancourt, la police se heurte aux travailleurs : 1 mort, de nombreux blessés.

Les organisations fascistes ont senti l'ampleur, la vigueur d'une classe ouvrière prête à se battre et les journaux de droite le reconnaissent.

Les grands partis et les Centrales ont dû s'unir sous la pression populaire. Dans le P. C., Doriot mène la lutte pour le Front Commun. Après l'échec de la conciliation tentée par le Komintern, Doriot sera exclu du P.C., mais on verra alors le P. C. reprendre en gros sa politique et à partir de juin 1934, le mot d'ordre sera au Front Commun, puis au Front Populaire.

Du côté de la S.F.I.O., Blum reconnaît plus tard (Le Populaire, 25-2-35) : « Nous nous serions refusés à cette première unification des forces prolétariennes, au moment où l'intérêt et la volonté populaires s'exigeaient... une mésintelligence, une désaffection populaire se seraient développées autour de nous. »

Mais la pression des masses ne s'arrêtera pas au coup d'arrêt donné au fascisme. Déjà, le grand mouvement de juin 1936 se prépare.

### Conclusions

LES raisons de l'échec de l'émeute fasciste de février 1934 sont multiples. La réaction ouvrière aurait pu se heurter à une combativité et une volonté plus fermes de la part des ligues, mais justement les conditions les plus favorables à un putsch fasciste n'étaient pas réalisées. D'une part, la bourgeoisie et les classes moyennes ne soutenaient pas totalement les ligues, de puissants groupes financiers alimentent le parti radical, encore aux élections de 1936, et une partie importante des classes moyennes était attachée à une politique de gauche modérée du type radical. La classe dirigeante en un mot hésitait et finalement pensa pouvoir faire l'économie du fascisme, elle n'était pas acculée comme en Allemagne à une situation dramatique, elle pouvait encore espérer une issue dans le cadre de la politique réactionnaire classique. A ce sujet, il est remarquable que le « Rassemblement Français », sorte de mouvement à tendance synarchique qui représentait les plus gros trusts avec Ernest Mercier (trust de l'électricité) et Champin (aciéries, pétroles) et qui avait en main un nombre important de parlementaires, de membres du Conseil Municipal de Paris, n'ait pas tenté de soutenir à fond le mouvement des ligues. D'autre part, les ligues divisées, dirigées par des hommes rivaux et achetés pour la plupart par le ministère de l'Intérieur, n'avaient pas de chef capable d'entraîner des masses. Enfin, il ne faut pas oublier que les scandales qui avaient déclenché l'action des ligues ne leur avaient pas permis de réaliser un complot mûrement conçu.

La grande leçon à tirer des événements de février 1934, c'est que la puissance des masses, leur volonté de résister dans l'unité aux tentatives de la réaction, ont contraint les chefs politiques et syndicaux à l'action, mais que cette puissance et cette volonté des masses ne pouvaient s'arrêter à la « Défense de la République ». En passant à l'action, la classe ouvrière allait poser ses revendications et exiger leur satisfaction. Février 1934 devait aboutir à juin 1936, comme l'intervention des masses espagnoles contre le coup de force de Franco devait aller jusqu'à la Révolution. Les révolutionnaires ne peuvent comprendre l'action directe des travailleurs contre les menées fascistes ou réactionnaires que comme une mobilisation pré-révolutionnaire. Et c'est pourquoi la tâche des communistes libertaires est la présence active au sein des masses, quels que soient les objectifs immédiats, non pour se limiter à ces objectifs, mais pour donner aux mouvements des masses leur plein développement.

C'est dans ce sens que le Libertaire écrivait alors, après le 12 février : « Maintenant c'est à l'offensive qu'il va falloir se préparer. »

### Abonnez-vous à l'Impulso

Tous les camarades et lecteurs qui le désirent peuvent s'abonner au journal des camarades italiens :

L'IMPULSO  
« organe des groupes anarchistes d'action prolétarienne », G.A.A.P.  
Envoyer 300 fr. à l'Administration du Libertaire : C.C.P. Robert Joulin, Paris 5561-76.  
L'IMPULSO paraît sur 4 pages. Actuellement mensuellement et dans le courant de l'année paraîtra tous les 15 jours.

Le Gérant : René LUSTRE.

Impr. Centrale du Croissant, 19, rue du Croissant, Paris-2.  
F. ROCHON, imprimeur.

## DOCUMENTS SUR LE 12 FEVRIER 1934

### LE 12 FEVRIER 34 VU PAR « L'ŒUVRE » (13 février 34)

« Au contraire de chaque jour, la rue de Belleville est presque muette. C'est que la foule qui la descend ne parle pas beaucoup... »

Ce qui frappe, c'est le caractère silencieux de ce mouvement. Car, on ne peut s'y tromper. Il s'agit bien d'un mouvement qui va porter, qui porte, toute une population vers la Nation.

Spectacle dont ces quartiers ne nous ont pas souvent donné l'exemple. Cette foule lente de toutes les rues qui aboutissent sur le boulevard de Belleville, on la retrouve boulevard de Ménilmontant...

Simplement, sans bruit, les faubourgs « descendent », la ville bouge...

Au « Père-Lachaise », le spectacle devient si saisissant que le mur du cimetière se hérise de curieux. Ici la police commence à paraître.

Des agents casqués descendent l'avenue centrale du cimetière et surgissent sur le boulevard de Ménilmontant. Mais le défilé — qui a ceci de caractéristique que personne ne s'y connaît, que nul ne s'y interpelle, qui a ceci d'unique que personne ne semble s'être concerté pour être là — se poursuit sans incident. Les manifestants — car il n'est plus possible désormais de donner un autre nom à ces passants individuels qu'un même courant réunit — continuent de descendre vers le cours de Vincennes sans hâte mais d'un pas régulier et sûr... »

### LE 12 FEVRIER 34 VU PAR « L'ECHO DE PARIS »

Ce journal titrait sur cinq colonnes : « La tentative de grève générale constitue un échec net pour MM. Jouhaux et Blum. »

C'est exact dans le sens où Jouhaux et Blum avaient été nettement dépassés par les événements et par la réaction populaire. Ce n'est pas ainsi que l'Echo de Paris interprète « l'échec ». Voici des passages d'un article de Kérillis tiré du même journal :

« Le fait réel aussi, c'est que la classe ouvrière sort d'une longue période de calme et d'inaction et qu'elle n'est nullement préparée à l'idée d'une révolution. Les éléments violents de la capitale ont été depuis sept ans brisés par la politique énergique et ferme de M. Chiappe. »

« ...Les fonctionnaires révolutionnaires feront bien de prendre garde, car un fossé se creuse entre eux et la classe ouvrière. Et si, un jour, le mécontentement populaire éclate, il se pourrait bien qu'ils en fissent les frais... »

« ...Le prolétariat n'a pas subi, au cours des dernières années, une crise morale et matérielle comparable à celle qu'a connue la bourgeoisie... Dans ses intérêts professionnels, dans ses conditions d'existence, bien que touchée dans ses salaires et souvent par le chômage, la classe ouvrière est tombée de moins haut que tous ces industriels, tous ces commerçants, tous ces rentiers qui ont vu s'engloutir la moitié de leurs biens et dont la manière de vivre a été bouleversée... »

### LE 12 FEVRIER VU PAR « LE LIBERTAIRE »

« Pour riposter efficacement contre un adversaire décidé et prêt à l'action — il l'a prouvé — le prolétariat doit s'organiser. Devant le danger, certes, il a montré qu'il savait se retrouver et s'unir mais, raisonnons-le, ce serait une terrible erreur de s'en tenir au geste d'un jour. L'avertissement de lundi a été un magnifique mouvement de défense. Maintenant c'est à l'offensive qu'il va falloir se préparer. C'est tout un travail d'organisation en vue des batailles prochaines qui est à établir... »

En qualifiant le mouvement du 12 février « d'avertissement » de « moyen » pour faire reculer le fascisme « Le Libertaire » voyait juste. Trop de prolétaires ont vu dans cette manifestation « une fin » et ont négligé les mots d'ordre clairs de notre journal... La suite de l'histoire est là pour nous montrer qu'ils ont eu tort.

### OPINIONS DIVERSES

● Maurras dans L'ACTION FRANÇAISE :

« Les splendides insurrections de Paris en janvier-février, où tout le moral, tout le spirituel, tout le national ont été imposés à la loi de la démocratie... des urnes avec une telle clarté que tout esprit réfléchi en conclut au renversement moral de la République. » (Blabla-bla)

● Henri Béraud dans LE FUSIL-LEUR :

« Entre les pavés rongés, des poings sortent de la terre et soulèvent-vous. Daladier, qu'entre vous et nous il restera toujours la même distance : une portée de fusil. » (Poésie.)

● Maurice Thorez L'HUMANITE (19 avril 1934) :

« Comment peut-on lutter pour le pouvoir en commun avec le Parti Socialiste ? Le Parti Socialiste veut sauver la République. Au contraire, le Parti Communiste lutte pour le pouvoir des Soviets. » (Depuis...)

## SERVICE DE LIBRAIRIE

Pour vos commandes de Librairie, consultez toujours le dernier numéro du journal paru.

Les prix indiqués sont compris, franco de port. L'achat direct à notre Librairie entraîne une réduction de la valeur du prix des tarifs postaux.

Commandes à Robert Joulin, 145, quai de Valmy, Paris-X<sup>e</sup>  
C.C.P. 5561-76

### THEORIE ET DOCUMENTS

Le Manifeste du Communisme libertaire ..... 70  
La Révolution inconnue ..... 520  
Histoire de la Commune ..... 645  
Histoire de la Commune de Marseille ..... 330  
Principes fédératifs du Travail ..... 345  
Le Socialisme romantique ..... 230  
Histoire du Mouvement ouvrier (3 L.) ..... 345  
— (2<sup>e</sup> t.) ..... 820  
— (3<sup>e</sup> t.) ..... 1470

Histoire de la Révolution russe (2 tomes) ..... 820  
Mémoires d'un révolutionnaire ..... 645  
L'affaire Toulaev ..... 645  
Le Manifeste communiste ..... 360  
L. Feuerbach : Sur le Matérialisme historique ..... 290  
L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat ..... 285  
Anti-Dühring (2 tomes) ..... 610  
L'Allemagne contemporaine 1890-1918 ..... 840  
— 1918-1930 ..... 1000

Le parti travailliste de Grande-Bretagne ..... 580  
La Chine du Nationalisme au communisme ..... 870  
Histoire du Viet-Nam ..... 540  
Viet-Nam, Sociologie d'une guerre. Histoire des démocraties populaires. Lénine, Trotsky, Staline ..... 285  
J.-J. Brieux ..... 650  
P. Devillers ..... 950  
P. Mus ..... 950  
F. Fejtó ..... 950  
B.-D. Wolfe ..... 630

G. Fontenis ..... 70  
Voline ..... 520  
Lissagaray ..... 645  
Olivieri ..... 330  
Pelloutier ..... 345  
Proudhon ..... 230  
Ovans ..... 345  
Dolléans (1<sup>re</sup> t.) ..... 745  
— (2<sup>e</sup> t.) ..... 820  
— (3<sup>e</sup> t.) ..... 1470

Trotsky (1<sup>re</sup> t.) ..... 820  
— (2<sup>e</sup> t.) ..... 1470  
V. Serge ..... 645  
K. Marx ..... 360  
Engels ..... 290  
— ..... 285  
— ..... 610  
E. Verméil ..... 840  
— ..... 1000  
J. Danos ..... 580  
G. Lefranc ..... 870  
— ..... 540  
F. Renaudeau ..... 285  
J.-J. Brieux ..... 650  
P. Devillers ..... 950  
P. Mus ..... 950  
F. Fejtó ..... 950  
B.-D. Wolfe ..... 630

Les Américains ..... 390  
La tragédie du Marxisme ..... 420  
La jeunesse de Lénine ..... 420  
Vie et mort de Staline ..... 445  
Les femmes dans l'Histoire ..... 930  
Le syndicalisme révolutionnaire, Paul Delesalle ..... 580  
Guerre de classes ..... 410  
Le juif anti-sémite ..... 410  
Pour vaincre le peur ..... 410  
Ou va le peuple américain ? ..... 540  
Si l'Allemagne avait vaincu ..... 645  
Essai sur les traîtres ..... 465  
Le syndicalisme dans l'Enseignement ..... 550

Bakounine ..... 375  
Vie et mort des corporations ..... 345  
Jacques Roux, le curé Rouge ..... 360  
L'ère de l'Impérialisme ..... 735  
La Révolution russe ..... 380  
Réforme et Révolution ..... 420  
Marxisme contre Dictature ..... 50

### ROMANS

En gagnant mon pain ..... 375  
Ma vie d'enfant ..... 345  
Colin-Maillard ..... 360  
Sur les pas de Morell ..... 735  
L'enquête ..... 380  
Les deux sœurs ..... 420  
Les marais ..... 420  
Sinclair Lewis ..... 295  
Voyage sans carte ..... 585  
L'Agent secret ..... 480  
La Statue de sel ..... 595

### TROIS NOUVEAUTES

Le trafic des piastres ..... 780  
Moscou sous Lénine ..... 645  
Histoire du Mouvement ouvrier ..... 1470

Pour les commandes de romans, nous signalons que nous pouvons expédier n'importe quel ouvrage (non inscrit sur notre liste) sous un délai de dix jours, en nous indiquant l'auteur et le nom de l'éditeur.

G. Gorer ..... 390  
M. Collinet ..... 420  
B.-D. Wolfe ..... 420  
Fisher ..... 445  
O. Wormser ..... 930  
J. Maitron ..... 580  
C. Berneri ..... 410  
C. Berneri ..... 410  
A. Bevan ..... 540  
D. Guérin ..... 645  
R. Robban ..... 465  
A. Thérive ..... 550

Ec. Emanc. t. 1 ..... 475  
— t. 2 ..... 445  
Kaminski ..... 375  
J. Jacques ..... 345  
M. Dommanget ..... 735  
R. Louzon ..... 90  
R. Luxembourg ..... 50  
— ..... 445  
— ..... 50

M. Gorki ..... 375  
— ..... 345  
R. Neumann ..... 560  
— ..... 735  
— ..... 380  
D. Rolin ..... 420  
B. Merriday ..... 295  
G. Greene ..... 585  
— ..... 480  
A. Memmi ..... 595

## PAS D'ALLIANCE AVEC LES DIVISEURS DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Le 12 février 1934, l'Union Anarchiste dont nous sommes les continuateurs, avait répondu à l'appel de la C.G.T. pour faire front contre le coup de force des bandes fascistes.

Ceux qui prétendent représenter la classe ouvrière nous ont invités à participer à la commémoration du 20<sup>e</sup> anniversaire de cette journée.

## La réponse de notre Comité National aux offres de F.O. la jaune

PARIS, le 16 février 1954

LE COMITE NATIONAL DE LA FEDERATION COMMUNISTE LIBERTAIRE  
au BUREAU DE L'UNION DEPARTEMENTALE F.O.  
DE LA REGION PARISIENNE

Notre Comité national ayant pris connaissance de votre lettre du 5 courant relative à notre participation éventuelle au meeting du vendredi 12 février, décline votre invitation, considérant que ni la C.G.T.-F.O. ni le Parti socialiste ne peuvent prétendre aujourd'hui représenter le mouvement des travailleurs qui s'est dressé le 12 février 1934 contre les tentatives de putsch fasciste.

Pour le Comité national de la F.C.L. :  
Le Secrétaire général : R. CARON.



# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

## et LES LUTTES OUVRIÈRES

PARIS XVIII Chez TARWILL

### L'exploitation des jeunes filles est un scandale

C'EST un atelier comme tant d'autres (hélas !) où le patron fait travailler au-dessus de leurs forces, c'est-à-dire jusqu'à l'abrutissement complet, une poignée de jeunes filles âgées de 16 à 18 ans. Les conditions de travail sont honteuses. Le chauffage est donné par deux poêles mitoux, fumants et croulants par la vieillesse. Evidemment, il n'y a pas d'aération, les fenêtres brillent par leur absence. La plupart des murs sont en carton et en bois, quant aux pierres, elles s'écroulent. Mais le patron a de même pensé à réserver une pièce pour que les petites prennent leur repas. Pour l'atteindre, elles utilisent un escalier de bois branlant, qui risque de s'écrouler à chaque pas. La semaine est de 42 h. 1/2, dont les 2 h. 1/2 de trop ne sont pas payées. Les heures supplémentaires sont obligatoires, sans quoi c'est la porte. Et c'est chaque jour 8 1/2 de travail abrutissant et bête qui est presque donné au gros patron, lequel exige un grand rendement pour utiliser le moins possible d'effectifs évidemment. De 14 à 16 ans, le salaire horaire est de 60 fr., de 16 à 18, 80 fr. Je voudrais bien voir le patron vivre avec 16.000 par mois. Mais il juge que 16 ans c'est l'âge où l'on débute, il oublie de dire que cela dure au moins un an et que pour apprendre son métier idiot, une journée suffit, et que la petite de 16 ans fournit absolument le même rendement que celle de 18 ans. Certains crétins doivent également penser qu'à 16 ans une jeune fille mange moitié moins qu'une de 18. Pour l'habillement, c'est pareil. Le gros patron est bien trop heureux d'employer ces jeunes auxquelles il donne, avec beaucoup de peine encore, un salaire de misère.

Il peut se permettre de rouler en voiture, de sortir, de s'amuser et de ne rien faire, pendant que la petite jeune creève de faim ainsi que sa famille. Il veut ignorer totalement le crime qui pèse sur sa pauvre petite conscience (s'il en a une !) : « Plus de la moitié des employés sont allées déjà faire des stages en sana de six mois et d'un an.

### Le combat paysan

## L'AGITATION RURALE (III)

La température de ces jours derniers illustre la précarité des revenus paysans. Avec les grands froids, le blé en terre risque le gel. Les contrées enneigées avant le gel ne risquent pratiquement rien, si au dégel ne succède pas de nouveaux froids. Par contre, là où la neige est absente, les paysans s'émouvent à juste titre. Les promesses de récolte ne sont pas les récoltes elles-mêmes. Terminons pour l'instant sur le blé, en citant une information récente. Le prix de la farine qui entrait pour 35 % dans celui du blé en 1913, est passé en 1954 à 56 %. L'actualité va nous fournir l'occasion, de vérifier ce que nous disions dernièrement. Le conflit blé-farine-pain est un reflet trop exact de cette société dans laquelle l'agio est roi. Le gouvernement est incapable de régler cette question. Pas plus que ses prédécesseurs ou successeurs, Laniel et Cie ne connaissent la solution de ce problème — ni des autres. Le consommateur et le producteur vont faire les frais de l'opération, soit par une augmentation du prix du pain, comme nous le disions, soit par une subvention de l'Etat qui se traduit par des impôts de plus en plus écrasants.

Le lait, qui est la seconde ressource dans une ferme de polyculture, est fourni, nous l'avons vu (voir Lib. précédent), dans l'exemple que nous avons choisi, par 5 vaches, les 2 génisses n'étant pas en âge de rapport. Notons qu'il faut environ 3 ans pour faire une vache laitière ; que dans la période de deux mois précédant la mise-bas, il n'est pas traité de lait, et qu'il faut attendre encore 10 à 15 jours après la délivrance pour que le lait soit livré à la consommation.

Lorsque le citadin est « informé » des choses rurales par la presse, il n'est pas éloigné de croire que toutes les vaches donnent de 25 à 30 litres de lait par jour, pendant 365 jours. S'il multiplie ces chiffres par le prix qu'il achète son lait, il croit facilement qu'une étable de 5 vaches rapporte une somme rondelette.

Il nous est impossible de développer longuement toutes les raisons pour lesquelles la vérité est autre. Bornons nous au principal : la race, la nourriture, la qualité du sol, les questions d'hygiène, jouent un rôle primordial pour ce qui est de l'abondance de la lactation.

Quant aux prix payés au cultivateur, il y a des variantes suivant la saison, le %, en matières grasses, etc... Le lait ici est ramassé par le successeur du trust Hauser, la Laiterie Parisienne. Si le lait ne tire pas

Les délégués du personnel étudieront diverses revendications de détail qui depuis un certain temps sont posées.

Sur l'acceptation des propositions patronales, suite à l'entrevue, les ouvriers de l'entreprise ont repris provisoirement le travail.

Devant l'action unanime des travailleurs, nous constatons pour la première fois la réintégration d'un ouvrier licencié et que l'action unie est toujours capable d'obtenir gain de cause, les ouvriers de l'entreprise Faure nous l'ont prouvé en décidant de continuer la lutte aux côtés de l'ensemble de leurs camarades pour obtenir une plus importante revalorisation de leurs salaires.

1° Le camarade licencié reprenait le travail.  
2° Le chauffage des ateliers est pris en considération.  
3° Une prime spéciale est accordée à tout le personnel.  
4° Le personnel continuera à toucher la prime d'assiduité.

CHRIST (Correspondant).

# Le gouvernement des affameurs abolit la semaine des 40 heures

LES BONZES DE LA C.G.T. COMPLICES DE L'ANIEL DANS LA FIXATION DU NOUVEAU MINIMUM VITAL

Le manœuvre léger peut serrer de nouveau sa ceinture d'un cran. Le gouvernement des affameurs le lui autorise, car celui-ci vient de fixer le minimum vital à 23.000 fr. par mois de 200 heures de travail.

Finie la semaine des deux dimanches, Popaul triomphe sous le manteau. Finie la semaine de 40 heures, il faut produire pour l'indépendance nationale et Maumau doit sourire béatement en sachant que son programme de 1945 est mis en application, avec un peu de retard, certes.

Le gouvernement réactionnaire n'a pas suivi le vœu de la Commission Supérieure des Conventions Collectives qui souhaitait un minimum vital de 25.166 fr. pour 173 heures mensuelles.

Les travaux (?) de la C.S.C.C. n'ont sûrement pas satisfait les syndiqués de base de la C.G.T. et l'on a fait donner la vieille baderne, qui a nom Monmousseau, pour faire encaisser le coup.

Il étale sa prose insipide dans le journal super-officiel de la C.G.T. L'Humanité, du 25-1 et voilà ce que cela donne :

Ce budget-type fera dresser les cheveux sur la tête de nombre de gens de situation moyenne et bien des travailleurs pourraient se demander comment il se fait que la C.G.T. ait pu l'accepter.

Chacun doit comprendre que la C.G.T. n'est pas d'accord avec ce budget de misère minimum, où ligne par ligne se traduit un mépris extrême pour la vie des travailleurs.

Les délégués de la C.G.T. à la Commission du budget ont lutté en faveur d'un niveau de vie valable dans les conditions présentes, MAIS IL FALLAIT ABOUTIR... (1).

L'aveu est de taille. Les « grands défenseurs » de la classe ouvrière se sont laissés aller à la lassitude devant le patronat et devant le gouvernement.

Les basses besognes, tant au P.C. qu'à la C.G.T., on sait à qui les confier.

Le trio Laniel-Faure-Bacon n'en espérait pas tant, et devant la fatigue et la sénilité des leaders C.G.T., il allait en profiter amplement : La décision prise en conseil des ministres nous le démontre.

Non seulement, le minimum a été abaissé, mais le temps de travail mensuel a été augmenté de 173 h. à 200 h.

Belle et brillante victoire capitaliste avec la complicité des représentants C.G.T. qui ont accepté le taux insignifiant du nouveau M.V. L'Humanité ne craignait point d'affirmer que cette nouvelle fixation du M.V., quoique insuffisante, était quand même une victoire de l'action unie de la classe ouvrière.

Le tour est joué et bien joué.

Les militants et syndiqués de la C.G.T. commencent à la trouver saumâtre et les agissements désinvoltes des bonzes ne font qu'accentuer ce vif mécontentement qui sourd au sein de la base. Chacun pense qu'il est peut-être temps de balayer prestement les « mas-tu-vu » et que s'il faut faire une descente en masse pour décloquer les bonzes de leurs fauteuils directoraux, cela ne serait pas un travail qu'il faudrait accomplir à la légère.

Le temps presse. Les fossoyeurs du syndicalisme, soutiens du régime d'exploitation, et diviseurs de la classe ouvrière pourraient peut-être, pour plus de sécurité, prendre un congé de longue durée.

Il y a trop longtemps que nous les

(1) Souligné par nous.

Prochain numéro  
du  
**libertaire**  
le  
**25 FÉVRIER 1954**

## Adresse aux organisations syndicales pour l'unité d'action

Nous publions ci-dessous des passages essentiels de « L'Adresse aux organisations syndicales pour l'unité d'action » de militants syndicalistes de toutes tendances rassemblées, autour du journal « L'UNITÉ », tribune libre du mouvement syndical. Dénonçant l'attitude bureaucratique des directions confédérales, proposant une solution à l'unité ouvrière, nous pensons qu'elle peut rallier les révolutionnaires et syndicalistes désireux de la victoire ouvrière et qui consacrent leur existence à l'émancipation du prolétariat.

### Enseignements de la grève d'août

Les militants de l'UNITÉ estiment que la grève générale d'août, si elle n'a pas résolu les problèmes posés, a donné à la classe ouvrière conscience de sa force en réalisant l'unité d'action vivante de 4 millions de travailleurs.

Elle a aussi apporté des enseignements précieux dont il faudra tenir compte.

La grève d'août a montré que pour aboutir au succès il aurait fallu réaliser le front unique dans un comité national de grève.

Les travailleurs ont compris que les organisations syndicales ne l'ont pas voulu et c'est pourquoi aujourd'hui ils exigent d'elles et particulièrement de leurs bureaux confédéraux la réalisation de l'unité d'action dans l'indépendance à l'égard des partis politiques et des gouvernements.

Les travailleurs ont compris depuis longtemps, et les derniers événements le démontrent à nouveau, qu'aucune organisation syndicale ne peut à elle seule mobiliser l'ensemble des ouvriers. C'est pourquoi toutes les organisations doivent être rassemblées dans l'action unie. Si l'on veut loyalement obtenir cela il faut que les conditions de l'action unie soient acceptables pour chacune des organisations et qu'aucune ne puisse se dire étouffée par une autre, ce qui aboutirait en fait à briser l'unité d'action.

Que chaque organisation ait voix égale dans des comités d'action paritaires à tous les échelons est une nécessité pour qu'elles s'unissent afin de lutter sur un programme commun.

L'assurance du respect de la démocratie ouvrière ne saurait être trouvée que dans le contrôle permanent des travailleurs sur ces comités d'Unité d'Action paritaires. Le moyen le plus direct c'est la convocation régulière d'assemblées générales par entreprises et la convocation de conférences des comités d'Unité d'Action paritaires à tous les échelons où fraternellement les travailleurs et leurs représentants discuteront des mots d'ordre et de la tactique de lutte à suivre.

Les travailleurs sont prêts, dans ces conditions, unis encore plus largement qu'au mois d'août, à entreprendre un mouvement jusqu'à la victoire totale.

Ceci est une certitude non seulement pour les ouvriers mais aussi pour leurs ennemis du patronat et du gouvernement qui redoutent l'avenir.

Pour permettre la préparation et le succès de ce prochain combat, les militants réunis le 13 décembre ont décidé de développer la campagne pour les Assises Nationales d'Unité. Ils pensent que les directions syndicales auxquelles ils

s'adressent ne devraient pas laisser se perdre un temps précieux. De toute façon ils sont convaincus que quelque soit le temps qu'ils mettront avec l'aide des travailleurs à décider les directions syndicales à s'unir, il n'y a pas aujourd'hui d'autre activité possible pour des militants qui veulent préparer la victoire des grandes luttes qui approchent.

Pour coordonner et rendre plus efficace leur action unitaire, ils ont décidé la constitution d'un COMITÉ PERMANENT POUR LES ASSISES NATIONALES D'UNITÉ D'ACTION SYNDICALE.

Ce comité ouvert à tous les militants de base ou dirigeants d'organisations syndicales se fixe comme seul et unique objectif d'impulser à travers toutes les corporations, syndicats, fédérations ou confédérations la campagne pour que les directions syndicales répondent à la volonté des travailleurs et organisent conjointement.

### Les Assises Nationales pour l'unité d'action syndicale

Le Comité ne vise en aucune façon à se substituer aux organisations syndicales responsables. Ses membres se rendront à nouveau en délégation auprès des bureaux confédéraux pour renouveler les propositions du 1<sup>er</sup> octobre complétées par les enseignements de la dernière période. Dès aujourd'hui tous les travailleurs militants et dirigeants syndicaux de toutes tendances sont invités à faire connaître cette résolution et à entreprendre dans leurs usines, localités, départements, des actions pour que les Assises Nationales deviennent bientôt une réalité.

Le Comité se fixe comme tâche de préparer une Assemblée Nationale d'Unité d'Action le dimanche 14 mars.

Il faut tout faire pour que d'ici cette date les directions syndicales aient, suivant la volonté des travailleurs, décidé de s'unir pour l'action. Cette assemblée serait alors le prélude à la tenue des Assises Nationales.

Si le 14 mars toutes les directions syndicales nationales n'avaient pas encore répondu à la volonté unitaire de la classe ouvrière, l'Assemblée serait la meilleure démonstration de cette volonté unitaire, et la meilleure façon de contraindre ces directions à faire le pas décisif. En même temps, l'assemblée devrait connaître nationalement la voie du succès possible grâce à l'unité d'action.

LE BUREAU PERMANENT.

voions plastronner. Ils ont fait assez de mal à la classe ouvrière pour qu'ils disparaissent assez vite.

L'action révolutionnaire, par ce balayage, sera ravivée et les militants de la base ne verront plus leurs luttes

contrecarrées, annihilées, sabotées, par tous ceux pour qui, les places comptent plus que l'amélioration réelle des conditions de vie de tous les travailleurs.

A bon entendre salut !

Robert JOULIN.

### TOULOUSE

Pour la journée du 29 janvier

## Les travailleurs toulousains ripostent à la trahison de F.O. par un magnifique meeting

Le 24 janvier l'U.D. C.F.T.C. de la Haute-Garonne appelait les U.D. : C.G.T., C.N.T. et F.O. à l'action pour organiser en commun la journée revendicative du 29. Le 25 janvier, seules les U.D. C.G.T. et C.N.T. étaient présentes au siège de C.F.T.C. rue Lakanal pour engager les pourparlers, F.O. ayant répondu à l'invitation par une fin de non-recevoir. Ce ne sont pas les explications embrouillées du fasciste Lafond dans La Dépêche de Pétain qui amenèrent les travailleurs au meeting concurrentiel organisé par F.O. pour saborder l'unité des trois autres centrales, auxquelles vint se joindre au dernier instant le syndicat autonome des enseignants (pas plus d'ailleurs que la surenchère purement verbale des 27.666 francs concernant le S.M.I.G.).

Au meeting du Palais des Sports, 4.000 travailleurs se pressaient pour manifester leur désir d'unité et leur volonté d'en finir avec une situation intenable.

Certes on peut déplorer quelques erreurs de Gadroy de la C.G.T. qui n'hésita pas à réitérer sans raison, les incidents du mois d'août et en particulier la trahison des dirigeants F.O. et C.F.T.C. Trahison, rappelés nettement, stigmatisée à l'époque par les militants de la base et qui d'ailleurs donna l'essor pour la C.F.T.C. à la tendance Reconstruction.

D'autre part, un désir inverse de ne pas soulever d'obstacles. Nan (C.N.T.) se priva de dégager un programme net n'aurait pas manqué d'approuver les milliers de travailleurs venus avec le perpétuel espoir de découvrir quelque chose.

Par contre, Sauray (C.F.T.C.) eut quelques mots heureux qui soulèveront l'assistance : « Aujourd'hui, nous revendiquons les 25.166 francs nets. Depuis plusieurs années, à chaque revendication des travailleurs, il est répondu : vous faites de la politique. Eh bien, si demander cette augmentation c'est faire de la politique, nous ferons de la politique ! »

Nous gardons pour la bonne bouche l'intervention brève et concise de Gorse (Enseignants). Après avoir rappelé que l'action des instituteurs, pour être efficace, devait rester liée à celle de l'ensemble des travailleurs en dehors de toutes barrières corporatives, celui-ci cloua le bec à un brailleur qui, du haut des galeries, interrompait son exposé en reprochant les salaires

exorbitants des enseignants (!) Gorse déclara : « Je dirai personnellement que je suis et que j'ai toujours été d'accord pour la revendication d'un salaire unique commun à tous les travailleurs, ce qui éviterait la division actuelle de la classe ouvrière ! » De ceci, ni La Dépêche, qui étouffa consciencieusement tout ce qui toucha à l'organisation et à la réussite de ce magnifique meeting, ni le Patriote, hostile à l'égalité, ne soufflèrent mot dans leurs colonnes.

Pourtant l'unité ouvrière en marche se dessine plus claire chaque jour. Il n'est que de recevoir les échos de notre tract largement diffusé dans l'ensemble de la ville et plus particulièrement dans les couches ouvrières pour s'apercevoir combien ceux-ci tombent d'accord avec un programme clair, coordonné, traduisant pleinement leurs aspirations encore confuses. Le relèvement des bas salaires aujourd'hui, notion vague encore mais traduisant la gestation d'une idée naissante : la seule égalité réelle, c'est l'égalité économique. BENTON.

## REVUE DE LA PRESSE OUVRIÈRE

Le Peuple, organe officiel de la C.G.T., donne un bilan sur la grève des postiers des bureaux-gares, par la voix du camarade Frischmann, secrétaire de la Fédération Postale C.G.T. :

QUELQUES ENSEIGNEMENTS POUR LES LUTTES QUI S'ANNONCENT

Des grèves récentes nous retiendront la nécessité absolue d'un bon fonctionnement constant de nos organisations C.G.T. Pour ne pas y avoir veillé au cours de la dernière grève, l'adversaire a pu manœuvrer et tenter d'isoler dangereusement les grévistes parisiens. Il s'est emparé, cette fois, du mécontentement extrême du personnel des bureaux-gares. Les journaux les plus réactionnaires incitent à la poursuite de ce mouvement isolé que l'Administration court-circuitait peu à peu.

Un meilleur fonctionnement des organisations à tous les échelons aurait permis de déceler ce danger plus tôt et de le dénoncer plus nettement.

Enfin, et surtout, les manœuvres ont été favorisées par l'absence ou l'inactivité des comités d'unité élus par service, dirigeant et éclairant les grévistes sur les conditions de la lutte engagée.

Mais Frischmann, tu déclarais (!), au cours de l'assemblée générale des grévistes des bureaux-gares, le 29 décembre, que « la Fédération Postale ne vent pas donner l'ordre de grève. Elle appuie tous les mouvements, mais qu'avez-vous besoin, disait-il, camarades grévistes, de l'ordre d'une Fédération ? C'est de la base que tout doit partir. Nous, les fédérations, nous suivons ».

Les grévistes n'acceptèrent pas l'argumentation de Frischmann. Ils envahirent après le meeting la petite salle où se génaient les deux bureaux de la Fédération Postale C.G.T. et des Autonomes et exigèrent des fédérations qu'elles lancent en commun l'ordre de grève. Frischmann fut contraint d'accepter.

Quels sens peut-on donner à ce « débordement » de l'appareil par les grévistes ? Très simplement, celui-ci : les grévistes étaient syndiqués en majorité à la C.G.T. C'est eux qui, par leurs cotisations, font vivre « l'appareil » de l'organisation syndicale. Celui-ci couvre tous les bureaux et services. Les grévistes s'adressant à Frischmann lui signifiaient : « C'est nous qui payons les loyers et les cartes qui permettent à vos bureaux et appareils de fonctionner. Aujourd'hui, nous sommes en grève. Nous avons besoin que toi, Frischmann, tu donnes l'ordre de grève, car, avec l'appareil de la C.G.T., tu couvres tous les services que nous ne pouvons pas nous-mêmes couvrir. »

Les grévistes avaient raison. Les appareils syndicaux doivent être au service de la volonté des travailleurs.

Mais se pose la question à laquelle il faut répondre :

EST-CE QUE LES AUTRES SERVICES BUREAUX DE DISTRIBUTION ET CENTRAUX POUVAIENT ENTRER DANS LA GRÈVE ?

Oui, ils le pouvaient et c'est ce que démontrent les faits. La plupart des grands centraux parisiens répondent à tous les communiqués communs C.G.T.-F.N.S.A. et manifestent leur volonté générale de lutter.

Les travailleurs maintiendront, malgré les bureaucraties syndicales, tels Frischmann, le programme revendicatif ouvrier immédiat ; car la stratégie des chefs égoïstes est déterminée, comme l'a déclaré Frischmann, à l'assemblée des grévistes du 4 janvier, « par sa volonté d'obtenir des modifications sur plan parlementaire ». La direction C.G.T. vise à amener les députés bourgeois à se rassembler, comme Daladier l'a accepté dès maintenant, dans un Front national uni de collaboration de classe.

Michel MULOT.